

Actualités européennes

LA LETTRE DU SGAE

n° 1 – 4 février 2014

Premiers pas vers les élections européennes

L'essentiel

- Les prochaines élections européennes se tiendront dans moins de six mois, du 22 au 25 mai 2014. En France, elles se tiendront les 24 (Outre-mer) et 25 mai 2014 (métropole). La dernière session plénière de la législature se tiendra du 14 au 17 avril 2014. La session constitutive du nouveau Parlement européen aura lieu du 1^{er} au 3 juillet 2014.
- Ces élections concerneront 390 millions d'électeurs des 28 pays de l'Union européenne, qui éliront directement 751 députés au Parlement européen, dont 74 pour la France (un siège pour 887 838 habitants).
- En France, le territoire national est divisé en circonscriptions pour les élections européennes. On compte huit circonscriptions dont sept pour la métropole et une pour l'Outre-mer. Lors des dernières élections, la répartition des sièges par circonscription était la suivante : Île-de-France 13 sièges, Sud-Est 13 sièges, Nord-Ouest 10 sièges, Sud-Ouest 10 sièges, Ouest 9 sièges, Est 9 sièges, Massif Central-Centre 5 sièges, Outre-mer 3 sièges.
- Ce seront les premières élections sous le régime du Traité de Lisbonne, qui a introduit des innovations dans la procédure de nomination du président de la Commission européenne en renforçant notamment le lien entre les élections européennes et le choix du candidat proposé par le Conseil européen. Cette procédure implique que la nomination du président de la Commission européenne fasse l'objet d'un accord entre le Conseil européen et le Parlement européen.
- Le vote des eurodéputés français se déroule au scrutin proportionnel à un tour : les sièges sont répartis en fonction des voix obtenues par des listes établies par les partis politiques nationaux ainsi que la position des candidats sur les listes. Les listes n'ayant pas obtenu 5 % des suffrages exprimés sont exclues de la répartition des sièges.
- À chaque scrutin, le taux de participation diminue (1979 : 62 % dans l'UE et 60,7 % en France ; 1989 : 55,5 % en Europe et 48,8 % en France ; 1999 : 49,5 % dans l'UE et 46,8 % en France et 2009 : 43 % dans l'UE et 40,5 % en France). Cet indicateur est important. En effet, une nouvelle variation à la baisse pourrait être interprétée comme un affaiblissement du Parlement européen.



Sommaire

Actualité européenne, 3

Actualité des partis politiques, 3

Études/Sondages, 6

Paroles de candidats, 7

Martin Schulz, 7

Guy Verhofstadt, 8

Aléxis Tsípras, 8

Ska Keller, 8

José Bové, 8

Actualité nationale, 9

Actualité des partis politiques, 9

Études/Sondages, 11

Ailleurs dans l'UE, 12

Les élections européennes en Allemagne

Crédit photographique
© Union européenne 2013
Parlement européen,
Strasbourg,
bâtiment Louise Weiss
© Architecture Studio



Actualité européenne

Dans le cadre de sa campagne officielle, le Parlement européen a ouvert une page sur son site internet dédiée aux élections européennes 2014 :

<http://www.elections2014.eu/fr/news-room>

Sites d'information généraux sur les élections européennes 2014 :

<http://www.touteurope.eu/actualite/elections-europeennes-2014.html>

<http://www.presseurop.eu/fr/Eu2014>

<http://www.euractiv.fr/eu-elections-2014/elections-europeennes-2014-ce-se-links-dossier-530510>

<http://europedecides.eu/>

Actualité des partis politiques

Les partis politiques au niveau européen

L'article 10§4 TUE dispose que « *les partis politiques au niveau européen contribuent à la formation de la conscience politique européenne et à l'expression de la volonté des citoyens de l'Union* ».

Un parti politique au niveau européen est une organisation qui suit un programme politique, dont les membres sont des partis nationaux ainsi que des députés, et qui est représentée dans plusieurs États membres.

Le règlement (CE) n° 2004/2003 « relatif au statut et au financement des partis politiques au niveau européen », **adopté selon la procédure de codécision par le Conseil et le Parlement en novembre 2003**, dispose en effet que pour être reconnu Parti politique au niveau européen, le parti doit disposer d'élus européens, nationaux ou régionaux dans au moins un quart des États membres, ou 3 % des voix aux élections européennes.

Depuis juillet 2004, les partis politiques européens peuvent ainsi recevoir un financement annuel du Parlement européen,

sous la forme d'une subvention de fonctionnement. **Cette subvention peut couvrir jusqu'à 85 % des dépenses éligibles d'un parti, le reste devant être couvert par des ressources propres telles que les cotisations et les dons privés (dans la limite de 12 000 euros par an).**

La plupart des partis politiques au niveau européen est enregistrée en Belgique. **Toutefois, deux partis eurosceptiques ont leur siège en France :**

- le mouvement pour l'Europe des libertés et de la démocratie ;
- l'Alliance européenne des mouvements nationaux.

Pour plus d'informations :

<http://www.europarl.europa.eu/aboutparliament/fr/00264f77f5/Subventions-accord%C3%A9es-aux-partis-et-aux-fondations-politiques.html>

Les grands partis

Actualité des grands partis politiques au niveau européen qui prévoient de désigner un candidat-tête-de-liste à la présidence de la Commission européenne

Le Parti populaire européen (PPE) – membre du groupe PPE au PE

Le PPE est la famille politique européenne de centre-droit. Le PPE compte 74 partis issus de 39 pays (au-delà de l'UE). Actuellement, il dispose du groupe le plus important au Parlement européen et du plus grand nombre de chefs d'État et de gouvernement au sein du Conseil européen (12), ainsi que de membres au sein de la Commission (13). Le Président est l'eurodéputé français Joseph Daul.

Le PPE lancera sa campagne pour les élections de 2014 dans toute l'Union européenne les 6 et 7 mars lors du Congrès de Dublin. Lors du sommet du parti à Meise le 19 décembre, le calendrier et la procédure suivants ont été adoptés : les candidatures seront ouvertes du 13 février (sommet du groupe PPE) au 5 mars. Les

candidats doivent obtenir l'appui de leur parti d'origine, ainsi que l'approbation de deux partis membres de deux pays de l'UE et du pays d'origine du candidat. Le 6 mars, les candidatures seront examinées et présentées au Congrès. Le vote aura lieu le 7 mars, jour du lancement de la campagne du PPE.

Le français Michel Barnier, actuel commissaire chargé des Services financiers, ainsi que l'ancien Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, ont récemment exprimé leur intérêt pour une candidature à la tête du PPE pour la présidence de la Commission.

<http://www.epp.eu/>

<http://www.epp.eu/epp-leaders-unveil-selection-procedure-and-timetable-epp%E2%80%99s-candidate-president-european-commission>

<http://www.lefigaro.fr/politique/2014/01/13/01002-20140113ARTFIG00587-commission-europeenne-barnier-pret-a-s-engager.php>

Le Parti socialiste européen (PSE) – membre du groupe S&D au PE

Le PSE rassemble 32 partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes des États membres de l'UE et de la Norvège, ainsi qu'une dizaine d'États associés. Il est présidé par le bulgare Sergei Stanishev.

Le PSE, a désigné Martin Schulz, seul candidat déclaré, actuel président du Parlement européen, comme tête de liste pour la campagne électorale le 6 novembre dernier. Le choix sera normalement entériné lors du congrès du PSE à Rome le 1^{er} mars prochain.

<http://www.pes.eu/>

MARTIN SCHULZ est président du Parlement européen depuis janvier 2012, en tant que président du groupe S&D, conformément à l'accord avec le groupe PPE. Libraire de formation, il commence sa carrière politique au SPD comme élu local en Rhénanie-du-Nord-Westphalie en tant que conseiller municipal en 1984. Il est élu député au Parlement européen depuis 1994. Il devient président de la délégation allemande au sein du groupe PSE en 2000 avant d'être élu à la tête du groupe PSE à la suite des élections de 2004. Martin Schulz est également membre de la Europa-Union Deutschland, qui est la section allemande de l'Union des fédéralistes européens.

Parti de l'Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe (ALDE) – membre du groupe ADLE au PE

Le Parti de l'Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe (ALDE) comprend une cinquantaine de partis libéraux membres sur l'ensemble du continent européen. En 2013, deux Premiers ministres européens (néerlandais et luxembourgeois) sont issus des partis membres de l'ALDE et 20 partis membres sont présents au sein de 11 gouvernements dans l'Union européenne. 8 des 28 commissaires sont libéraux. Il est présidé par Sir Graham Watson, député européen, depuis le 25 novembre 2011.

Guy Verhofstadt, actuel président du groupe ADLE au Parlement européen et ancien Premier ministre belge, sera le candidat des partis libéraux de l'UE pour la présidence de la Commission européenne. Cette décision devra être confirmée lors du congrès de l'ALDE le 1^{er} février à Bruxelles. Olli Rehn, actuel commissaire européen chargé des Affaires économiques et également candidat à ce poste, a finalement renoncé à se présenter.

<http://www.aldeparty.eu/fr>

<http://www.alde.eu/fr/adle-groupe/guy-verhofstadt-eurodepute-president-adle-groupe/>

<http://bruxelles.blogs.liberation.fr/coulisses/2014/01/guy-verhofstadt-un-candidat-f%C3%A9d%C3%A9raliste-pour-les-lib%C3%A9raux.html#more>

GUY VERHOFSTADT est président du groupe ADLE depuis juillet 2009. Juriste de formation, il a effectué plusieurs mandats nationaux en Belgique, avant d'être nommé Premier ministre en 1999, poste qu'il occupera jusqu'en 2008. Guy Verhofstadt est réputé partisan d'une Europe fédérale, promouvant notamment une réforme démocratique des institutions européennes. À ce titre, il a cofondé le Groupe Spinelli, une organisation fédéraliste réunissant des politiques, des universitaires et des membres de la société civile. En 2005, il publie le livre *Les États-Unis d'Europe*, suivi par *Debout l'Europe*, qu'il a publié avec Daniel Cohn-Bendit et Jean Quatremer en 2012.

Le Parti vert européen (PVE) – membre du groupe Verts/ALE au PE

Le Parti vert européen rassemble 32 partis écologistes nationaux. Le PVE siège au Parlement européen avec les députés régionalistes de l'Alliance libre européenne au sein du groupe Verts/ALE, rassemblant ainsi 45 députés. Daniel Cohn-Bendit et Rebecca Harms sont conjointement les présidents du groupe Verts/ALE.

Le Parti vert européen a organisé une primaire paneuropéenne, du 10 novembre 2013 au 28 janvier 2014, accessible à l'ensemble des personnes vivant dans l'UE et âgés de plus de 16 ans. Les sympathisants pouvaient choisir entre 4 candidats, nommés par un parti membre du PVE et soutenus par au moins 4 partis membres. Il s'agissait du français José Bové, des allemandes Rebecca Harms et Franziska Keller (nommée par la Fédération des Jeunes Verts Européens) et de l'italienne Monica Frassoni. Pendant cette période plusieurs débats ont été organisés dans les capitales de l'UE.

Les résultats ont été publiés le 29 janvier 2014. C'est **Ska Keller** et **José Bové** qui formeront le couple de candidats tête de liste pour le PVE. 22 676 personnes ont participé au scrutin en ligne

<http://greenprimary.europeangreens.eu/>

<http://unioneuropeenne.blog.lemonde.fr/2014/01/29/jose-bove-et-ska-keller-chefs-de-file-des-verts/>

FRANZISKA (« SKA ») KELLER est eurodéputée allemande pour le Parti Vert Européen depuis 2009. Titulaire d'un master d'islamologie, de turcologie et de judaïstique, elle fut présidente des Jeunes Verts européens de 2005 à 2007, puis présidente de l'Alliance 90/Les Verts du Land de Brandebourg de 2007 à 2009. Au Parlement européen, elle est membre de la commission du commerce international et de la délégation à la commission parlementaire mixte UE-Turquie. Elle est également très engagée sur les questions relatives à la politique migratoire de l'UE.

JOSÉ BOVÉ est eurodéputé depuis 2009.

Il s'est fortement engagé dans le mouvement altermondialiste, notamment en tant que syndicaliste agricole au sein de la Confédération Paysanne. Il a été candidat à l'élection présidentielle française de 2007. Au sein du Parlement européen, il est vice-président de la commission agriculture et développement rural. Il est auteur de plusieurs ouvrages, dont notamment *Candidat rebelle* (avec Denis Pingaud, 2007), et *Du Larzac à Bruxelles* (avec Jean Quatremer, 2010).

Le Parti de la Gauche européenne (PGE) – membre du groupe GUE/NGL au PE

Le Parti de la Gauche européenne (PGE) compte 26 partis membres et 7 partis observateurs dans toute l'Europe.

Il a nommé **le leader grec du parti Syriza, Alexis Tsípras, candidat tête de liste du PGE**, lors de son congrès du 13 au 15 décembre 2013 à Madrid.

<http://european-left.org/>

<http://unioneuropeenne.blog.lemonde.fr/2014/01/13/tsipras-nexclut-pas-de-soutenir-martin-schulz/>

ALÉXIS TSÍPRAS est président du parti de gauche Synaspismós et chef de file du groupe parlementaire de la Syriza au Parlement grec. Lors des élections législatives en Grèce de mai 2012, son parti devient la seconde force politique au Parlement. Il a été nommé candidat tête de liste du Parti de la Gauche européenne en décembre 2013. Alexis Tsípras s'est notamment fait remarquer par la presse internationale pour sa critique de « la politique d'austérité imposée à la Grèce » par l'UE et la Troïka. Il appelle un « changement radical » de la Commission européenne, dont il critique la politique « néolibérale » et défend la vision d'une « Europe solidaire et véritablement démocratique », en mettant l'accent sur la cohésion sociale et les droits sociaux des citoyens européens. Il plaide notamment pour un moratoire sur les dettes et un « new deal » européen pour lancer de grands investissements dans les États en crise.

Les autres partis

Parmi les autres plus grands partis politiques européens, l'**Alliance des conservateurs et réformistes européens (ECR)** (<http://aocr.eu/>) a choisi de ne pas désigner de candidat tête de liste à la présidence de la Commission européenne.

Le **Parti démocrate européen (PDE)** (<http://pde-edp.eu/>) allié à l'ADLE dans le cadre du groupe politique au Parlement européen, ainsi que l'**Alliance libre européenne (ALE)** (<http://e-f-a.org/>) allié aux Verts européens dans le cadre du groupe Verts/ALE, n'ont pas non plus désigné de tête de liste-candidat au poste de président de la Commission européenne.

C'est également le cas des partis eurosceptiques :

- **Mouvement pour l'Europe des libertés et de la démocratie (MELD)** – <http://meldeuropa.com/> ;
- **Alliance européenne pour la liberté (AEL)** – <http://eurallfree.org/> ;
- **Démocrates européens (EUD)** – <http://eudemocrats.org/> ;
- **Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN)** – <http://aemn.eu/>.

Études/Sondages

« **Quels rapports de forces politiques au sein du prochain Parlement européen ?** », **Notre Europe, 23 novembre 2013**

Le think tank Notre Europe a publié le 24 novembre 2013 une étude intitulée « *Quels rapports de forces politiques au sein du prochain Parlement européen ?* » Sur la base d'éléments d'expertise et d'informations déjà disponibles dans huit États membres – DE, RO, IT, NL, ES, UK, PL et FR –, l'étude s'efforce de prévoir ce que pourraient être les rapports de force politiques au sein du prochain PE (auteurs : Yves Bertoncini et Valentin Kreiling).

L'étude prévoit notamment que **certaines familles politiques et groupes parlementaires moins unis que d'autres verront leur influence effective réduite** au regard du nombre de sièges. Néanmoins, les dynamiques majoritaires ne devraient pas être profondément bouleversées après mai 2014 : bien qu'elles varient selon les sujets, **les majorités devraient continuer à**

reposer sur une « grande coalition », même si une coalition de centre droit, et, plus probablement, de centre gauche, pourrait aussi être formée pour l'adoption d'une partie des votes. Les auteurs concluent que **le jeu politique est encore ouvert à ce stade** s'agissant de la lutte droite-gauche.

Selon les estimations des auteurs, le groupe **S&D aurait 213 sièges**, devant le groupe PPE, qui compterait **209 sièges**. Les non-inscrits représenteraient la **3^e force avec 89 membres (pour 27 en 2009)**, équivalent au groupe ADLE en 2009 (84 membres).

<http://www.notre-europe.eu/011-17191-What-political-balance-of-power-in-the-next-European-Parliament.html>.

À l'instar de l'étude de Notre Europe, **plusieurs articles récents** insistent sur la montée des sociaux-démocrates et les modifications en matière d'équilibre politique :

http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/01/08/la-remontee-des-sociaux-democrates-ouvre-le-jeu-au-sein-des-institutions-de-l-ue_4344497_3214.html.

http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/01/08/en-europe-le-clivage-gauche-droite-s-estompe_4344495_3214.html

« **L'approbation du leadership européen en baisse depuis 2009** », **Gallup, 8 janvier 2014**

Selon une étude menée par la société de sondages Gallup, la désapprobation du leadership européen par les citoyens européens a atteint un seuil inégalé.

L'étude définit le terme de leadership au sens large, incluant autant les institutions européennes que les dirigeants des États membres au sein du Conseil européen.

Mis à part dans quatre États membres, plus de la moitié des sondés aurait témoigné de sa désapprobation du leadership européen.

En Grèce, seulement 19 % disent apprécier le leadership européen, contre 21 % en Chypre, 27 % en Espagne et 31 % au Portugal. C'est dans ces pays que les taux d'approbation ont d'ailleurs chuté le plus violemment (– 32% en Espagne entre 2008 et 2013). Les meilleurs scores ont été atteints en Belgique (56 %), en Allemagne (59 %)

ou encore au Luxembourg (67 %). Pour la France, le sondage a enregistré un taux d'approbation de 38 % seulement.

Le sondage met en avant la chute du taux d'approbation auprès des jeunes européens (entre 15 et 30 ans), tendance largement corrélée au chômage des jeunes dans plusieurs pays européens.

<http://www.europeanvoice.com/article/2014/january/eu-leadership-approval-at-record-low/79269.aspx>

http://www.gallup.com/poll/166757/leadership-approval-record-low-spain-greece.aspx?utm_source=sitemap&utm_medium=rss&utm_campaign=syndication&utm_term=leadership-approval-record-low-spain-greece

Paroles de candidats

Martin Schulz

Entretien dans « l'Express »,
19 décembre 2013

« Je suis le candidat des socialistes européens, pas l'ambassadeur de la République fédérale. Je sais que, pour les citoyens d'un État centralisé comme la France, la tradition fédérale est malaisée à comprendre. Mais soyons honnêtes ; la République fédérale d'Allemagne vit en permanence dans une grande coalition ».

« À force de raconter que l'extrême droite va gagner les élections, les gens vont finir par le croire et ça peut arriver... Mais il y a toujours une vie avant la mort. Je veux dire aux électeurs que ce débat – oui ou non à l'Europe – est vain. Au lendemain des élections, l'Europe ne disparaîtra pas ».

« Le vote utile, celui sur le sort de l'Europe, consiste à choisir entre la droite et la gauche traditionnelles, pas à se prononcer en faveur des extrémistes. À ceux qui ne sont pas contents aujourd'hui du gouvernement de la France, je dis aussi : le 25 mai, votre vote n'aura pas d'incidence sur la politique nationale. Mais si vous voulez que l'Europe change au profit de la France, je vous invite à voter pour moi ! »

« Comme candidat, je suis en faveur d'un siège unique. Comme président du Parlement européen, je suis pris en tenaille entre l'avis majoritaire des députés et le respect des traités, qui exigent l'unanimité des États membres

en cas de modification. La question du siège est un vrai problème, mais l'Europe n'est pas un État fédéral où le Parlement peut faire déplacer la capitale. C'est une communauté d'États souverains qui ont des droits. »

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/martin-schulz-veut-changer-l-europe-au-profit-de-la-france_1308809.html

Discours d'investiture au congrès national
du SPD à Berlin, 26 janvier 2014

« Nous allons avoir besoin de plus d'Europe à certains endroits, mais à beaucoup d'autres, il va falloir en finir avec le zèle bruxellois de vouloir soit tout régler, soit tout dérégler. »

« Il y a une phrase importante dans le Traité de Lisbonne : l'Europe doit respecter les particularités de ses États membres. »

« Il est temps d'imposer une nouvelle manière de travailler au sein de la Commission européenne, guidée par le principe de subsidiarité. »

« Le but n'est pas de faire gagner l'Europe de Cameron, dans laquelle on demande sans cesse de rapatrier des compétences. Là où l'Europe doit être opérationnelle, nous avons besoin d'une Commission forte et d'un président fort ».

<https://www.contexte.com/article/elections-europeennes-2014/martin-schulz-prone-un-changement-profond-de-la-mentalite-de-la-commission-europeenne.html>

Guy Verhofstadt

Déclaration du 20 janvier 2014

« Les pro-européens seront attaqués dans nombre d'États membres ce qui rend d'autant plus important que ceux qui croient encore en l'Union européenne se serrent les coudes pour lutter contre les forces réactionnaires du nationalisme et du populisme et leur propagande destinée à effrayer les citoyens européens (...) Cependant le citoyen européen rejette l'Europe telle qu'elle est. C'est pourquoi nous devons élaborer une vision nouvelle et positive pour l'UE de demain, s'appuyant sur l'acquis de ces 60 dernières années, mais fonctionnant de manière plus efficace. Je serai honoré de jouer un rôle dans cette entreprise ».

<http://www.euractiv.fr/eu-elections-2014/guy-verhofstadt-le-candidat-des-news-532905>

Aléxis Tsípras

Discours d'investiture, Madrid, 13 janvier 2014

M. Alexis Tsipras, a déclaré lors de son investiture à Madrid ne pas exclure de soutenir la candidature de Martin Schulz à la tête de la Commission européenne. *« C'est quelque chose que l'on discutera en temps voulu, après les élections [européennes de mai] ».* Il a toutefois souligné que M. Schulz devrait *« admettre ses erreurs avant de discuter d'une telle perspective ».* Il a souhaité avant tout tourner la page des années Barroso : *« ce dont nous avons besoin est d'un changement radical, M. Barroso est responsable de la situation. C'est très difficile pour lui d'agir différemment à quelques mois de la fin de son mandat ».*

<http://unioneuropeenne.blog.lemonde.fr/2014/01/13/tsipras-nexclut-pas-de-soutenir-martin-schulz/>

Ska Keller

Débat à Berlin, 11 janvier 2014

Lors du débat organisé à Berlin le 11 janvier 2014, Ska Keller a estimé que les élections européennes portaient sur le choix de la sortie de crise et a plaidé pour une solution fondée sur des orientations verte et sociale pour l'Europe et contre la poursuite d'un *« plan d'austérité aveugle ».* Elle souhaite être le porte-parole de *« la génération perdue »* de jeunes chômeurs et veut proposer un agenda différent de celui de la vieille génération incarnée par des hommes tels que les candidats Martin Schulz et Guy Verhofstadt. Son slogan : *« We are the Young, Fresh Europe ! »*

<http://www.euractiv.com/eu-elections-2014/greens-stage-lacklustre-primary-news-532731>

José Bové

Entretien avec Libération, 29 janvier 2014

« La vraie campagne européenne démarre maintenant. J'en ai fixé clairement la ligne. On est d'abord dans un combat sur le besoin d'Europe et sa légitimité pour résoudre les crises [économique, financière, climatique]. La première bataille est la nécessité d'Europe pour que les citoyens européens comprennent qu'il faut aller voter à cette élection. Il faut mobiliser face au risque d'abstention »

« L'enjeu est politique : à travers l'élection du président de la Commission, notre objectif est de montrer qu'il y a des politiques différentes au niveau de l'Europe. Un nom va sortir [issu de chaque formation]. Comme aucun parti ne fait à lui seul 50 % au Parlement, il y aura un débat au sein du parlement pour savoir quel candidat pourra construire une majorité, sur quel projet, quelle ligne... Ce ne sera pas un accord sur un coin de table entre Hollande et Merkel avec Cameron en embuscade pour choisir le plus petit dénominateur commun. C'est une première et une avancée démocratique. Encore faut-il que les citoyens européens s'en saisissent. »

http://www.liberation.fr/politiques/2014/01/29/bove-la-vraie-campagne-europeenne-demarre-maintenant_976332

Actualité nationale

Articles généraux sur les élections européennes en France :

<http://www.euractiv.fr/eu-elections-2014/les-elections-europeennes-vues-d-news-532188>.

<http://www.touteurope.eu/actualite/elections-europeennes-les-partis-politiques-se-preparent-en-ordre-disperse.html>

Actualité des partis politiques

UMP

L'UMP est affiliée au niveau européen au Parti populaire européen et a rejoint le groupe politique PPE au Parlement européen.

La Commission nationale des investitures de l'UMP a arrêté les têtes de liste pour les élections européennes le mardi 21 janvier.

Parmi les députés sortants, on compte les têtes de liste Alain Lamassoure (Île-de-France) Alain Cadec (Ouest), Brice Hortefeux (Massif Central-Centre) et Maurice Ponga (Outre-mer).

En 2^e place, les députés sortants Arnaud Danjean (Est), Tokia Saïfi (Nord-Ouest), Rachida Dati (Île-de-France), Françoise Grossetête (Sud-Est), Élisabeth Morin-Chartier (Ouest), et Franck Proust (Sud-Ouest) seront sur les listes.

À noter par ailleurs que Nadine Morano (Est), Jérôme Lavrilleux (Nord-Ouest), Renaud Muselier (Sud-Est) et Michèle Alliot-Marie (Sud-Ouest) mèneront leurs listes respectives.

<http://ump.blog.lemonde.fr/2014/01/08/europeennes-lump-peine-a-boucler-son-casting/>

<http://www.euractiv.fr/print/eu-elections-2014/la-droite-francaise-avance-recul-news-532659>

<https://www.contexte.com/article/elections-europeennes-2014/a-l-ump-premieres-ebauches-de-listes-pour-les-elections-europeennes.html>

<http://www.touteurope.eu/actualite/revue-de-presse-elections-europeennes-cacophonie-a-lump-et-determination-du-fn.html>

PS

Le PS est affilié au Parti socialiste européen (PSE) et a rejoint le groupe des Socialistes et Démocrates (S&D) au Parlement européen.

Le liste PS constituée le 16 novembre, a été adoptée par les militants le 21 novembre et ratifiée lors de la Convention du PS le 7 décembre.

Parmi les députés sortants, on compte les têtes de listes suivantes : Harlem Désir (IDF), Gilles Pargneaux (NO), Isabelle Thomas (O).

En 2^e place : Pervenche Bérès (IDF), Sylvie Guillaume (SE), Eric Andrieu (SO) et Catherine Trautmann (E). M. Cottigny sera présent sur la liste NO en 3^e place.

À noter par ailleurs que le ministre de l'éducation nationale Vincent Peillon mènera la liste Île-de-France. Le syndicaliste Édouard Martin mènera la liste socialiste à l'Est. La liste Sud-Ouest sera menée par Virginie Rozière, désignée par le Parti radical de Gauche le 15 janvier 2014 conformément à l'accord entre les deux parties. L'universitaire Zaki Laidi sera en troisième place sur la liste SE.

<http://www.rue89strasbourg.com/index.php/2014/01/06/politique/edouard-martin-elections-europeennes-socialiste/>

http://www.lemonde.fr/politique/article/2013/11/16/tetes-de-liste-ps-aux-europeennes-desir-peillon-et-des-surprises_3515093_823448.html

<http://www.prgparis.org/>

EELV

EELV est affilié au parti politique européen le Parti vert européen et a rejoint le groupe Les Verts/Alliance libre européenne au Parlement européen.

À l'issue du Conseil Fédéral du 14 décembre 2013, Europe Écologie Les Verts a désigné ses têtes de listes aux élections européennes.

Parmi les députés sortants, on compte les têtes de listes suivantes : Sandrine Bélier (E), Karima

Delli (NO), Yannick Jadot (O), Michèle Rivasi (SE), José Bové (SO). En 2^e place : Eva Joly (IDF), Nicole Kiil Nielsen (O), Karim Zéribi (SE) et Catherine Grèze (SO). À noter que Pascal Durand, ex-secrétaire national d'EELV conduira la liste IDF.

<http://eelv.fr/2013/12/14/elections-europeennes-eelv-designe-ses-tetes-de-listes/>

Front de Gauche

Le Front de Gauche est affilié au Parti de Gauche européen (PGE) et a rejoint le groupe politique Gauche Unitaire européen/Gauche verte nordique (GUE/NGL) au Parlement européen.

La constitution de listes au Front de gauche est en suspens. Le Parti de Gauche, mené par Jean-Luc Mélenchon a quitté le Parti de Gauche européen. Il s'oppose à la nomination de Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français à la tête du PGE (au motif que celui-ci a noué des accords avec le PS pour les municipales, notamment à Paris). Alors que le Parti communiste souhaite établir les listes d'ici la mi-janvier, Jean-Luc Mélenchon souhaite maintenir la suspension jusqu'aux élections municipales du 25 mars.

<http://www.euractiv.fr/print/eu-elections-2014/le-front-de-gauche-se-disloque-l-news-532422>

http://www.liberation.fr/politiques/2013/12/15/le-parti-de-gauche-ne-marche-plus-avec-les-communistes-en-europe_966645

Les centristes (UDI et MoDem)

Le Modem est affilié au parti politique européen le Parti démocrate européen (PDE) et a rejoint le groupe politique ADLE au Parlement européen. L'UDI a pour sa part rejoint le groupe politique PPE en 2009.

L'UDI de Jean-Louis Borloo et le MoDem de François Bayrou ont officialisé le 5 novembre 2013 le rapprochement de leurs formations au sein d'un rassemblement nommé « l'Alternative ». Aucune décision n'a encore été rendue quant à la constitution des listes. Les candidats des deux formations seront désignés en tandems dans chaque circonscription, en tenant compte des spécificités géographiques et des souhaits des eurodéputés sortants :

- Pour le MoDem : Marielle de Sarnez (IDF), Nathalie Griesbeck (E), Sylvie Goulard (O), Robert

Rochefort (SO) et Jean-Luc Bennahmias (SE).

- Pour l'UDI : Jean-Marie Cavada, Marielle Gallo (IDF), Dominique Riquet (N), Sophie Auconie (C), Michèle Striffler (E) et Christine de Veyrac (SO).

http://www.lepoint.fr/politique/modem-udi-bayrou-et-borloo-officialisent-leur-union-05-11-2013-1752136_20.php

FN

Le Front national n'est pas affilié à un parti politique européen, et ne fait pas partie d'un groupe politique au Parlement européen pendant la législature 2009-2014. Les membres du FN élus au Parlement européen font partis des non-inscrits. Le FN a fait part de sa volonté de se rapprocher de partis d'extrême droite européens, afin de former un groupe lors de la prochaine législature (pour mémoire, un groupe politique au Parlement européen doit réunir au moins 25 députés représentants au moins un quart des États membres, soit 7).

Le Front national n'a pas encore publié sa liste pour les européennes. Marine Le Pen a déclaré que le FN publierait les têtes de liste « à mesure des déplacements en région ». À ce stade, le géopoliticien Aymeric Chauprade, proche de Philippe de Villiers et conseiller de Marine Le Pen sur les questions internationales depuis 2010, sera tête de liste en Île-de-France pour les élections européennes. Les noms suivants sont évoqués par la presse : les sortants Marine Le Pen, Jean-Marie Le Pen, et Bruno Gollnisch, mais également Florian Philippot.

<http://www.euractiv.fr/print/eu-elections-2014/le-front-national-poursuit-le-re-news-532965>

<http://www.lefigaro.fr/politique/2013/09/18/01002-20130918ARTFIG00330-jean-marie-le-pen-l-insubmersible-repart-au-combat-des-europeennes.php>

<http://www.lefigaro.fr/politique/2013/02/13/01002-20130213ARTFIG00651-europeennes-un-scrutin-essentiel-pour-marine-le-pen.php>

<http://www.euractiv.fr/print/eu-elections-2014/visite-de-marine-le-pen-aux-pays-news-531664>

<http://www.presseurop.eu/fr/content/press-review/4320261-l-extreme-droite-cherche-se-federer>

Debout la République

Le Parti de Nicolas Dupont-Aignan a lancé sa campagne pour les européennes le 25 mai 2013 dans l'espoir d'obtenir un élu au Parlement européen en 2014. Il a reçu le soutien du chef du parti Ukip au Royaume-Uni, le député Nigel Farage. L'assistante de ce dernier au Parlement européen, Laure Ferrari (34 ans), sera tête de liste dans la circonscription Est.

http://www.dlr95.fr/pages/Europeennes_2014-8687469.html

<http://www.republicain-lorrain.fr/actualite/2013/11/28/dupont-aignan-presente-sa-candidate>

<http://lelab.europe1.fr/t/nicolas-dupont-aignan-refuse-la-proposition-de-florian-philippot-d-organiser-des-meetings-communs-debout-la-republique-fn-pour-les-europeennes-12091>

NPA

Le Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot et Philippe Poutou n'aurait pas encore réussi à récolter assez d'argent pour participer aux élections européennes selon la presse, mais affirme toutefois qu'il sera présent.

http://www.lepoint.fr/politique/le-npa-n-a-pas-assez-d-argent-pour-les-europeennes-05-01-2014-1777013_20.php

http://actu.orange.fr/une/elections-europeennes-le-npa-en-sera-afp-s_2773232.html#

Nouvelle Donne

Le socialiste Pierre Larrouturou a créé un nouveau parti « Nouvelle Donne » le 28 novembre 2013 avec pour objectif de concurrencer le PS lors des européennes de 2014.

<http://www.nouvelledonne.fr/revue-de-presse/europeennes-quel-est-ce-parti-qui-promet-une-nouvelle-donne>

Force vive

Christine Boutin, ancienne ministre du gouvernement Fillon, a annoncé qu'elle dirigera en Île-de-France une liste intitulée « Force vive ». Parmi les candidats des autres circonscriptions, Jean-Claude Martinez, ancien membre du Front national est tête de liste dans le Sud-Ouest, tandis que Antoine Renard, président des

associations familiales catholiques de France et d'Europe est tête de liste dans l'Est.

<http://www.famillechretienne.fr/societe/politique/christine-boutin-ces-elections-europeennes-seront-le-grand-rendez-vous-des-convictions-123151>

Études/Sondages

« 5^e baromètre de la confiance politique en France », Cevipof et Opinion Way, 14 janvier 2014

L'Union européenne, en qui 42 % des sondés avaient confiance en 2009, chute de 10 points et ne convainc plus aujourd'hui que 32 % de la population.

Les Français estimant que l'appartenance à l'Europe est une bonne chose ne sont plus que 35 %, alors qu'ils étaient encore 47 % en 2009.

Quant aux députés européens, ils ne rassemblent que 27 % de la confiance des électeurs français, contre 41 % pour les députés nationaux.

<http://www.euractiv.fr/print/eu-elections-2014/la-defiance-legend-les-politiques-news-532721>

« Le FN en tête des élections européennes » pour « le Journal du Dimanche », 26 janvier 2014

Selon un sondage IFOP, le Front national recueillerait 23 % des suffrages aux élections européennes de mai 2014. Aux européennes de 2009, le Front national avait atteint un score de 6,3 %. L'UMP arriverait en deuxième place (21 %, contre 27,88 % en 2009), tandis que le PS devrait se contenter de la troisième place (18 %, contre 16,48 % en 2009). La liste MoDem/UDI (11 % ; le MoDem a remporté 8,46 % en 2009) est suivie par le Front de Gauche (9 % contre 6,48 % en 2009), EELV (7 % contre 16,28 % en 2009), Debout la République (2,5 % contre 1,81 % en 2009), la liste NPA (2 % contre 4,98 % en 2009) et d'autres listes (6,5 %).

Ce sondage a été réalisé en interrogeant les Français sur la base des têtes de listes déjà désignées dans les huit circonscriptions interrégionales. Par ailleurs, la marge d'erreur est estimée autour de 20 %, soit plus ou moins 1,8 point.

Ailleurs dans l'UE : les élections européennes en Allemagne

Les modalités du scrutin en Allemagne

Les élections européennes auront lieu le 25 mai 2014.

Les eurodéputés allemands disposeront de 96 sièges au Parlement européen, contre 99 en 2009 (en application du Traité de Lisbonne).

Le Tribunal constitutionnel fédéral allemand a déclaré inconstitutionnelle la clause de barrage (« *Sperrklausel* ») qui impose un seuil minimum de 5 % des voix qu'une liste doit avoir recueillie lors des élections européennes. Une clause de barrage de 3 % a été introduite en juin 2013 (en France, une clause de barrage est établie à 5 %).

Les listes sont établies par les formations des partis dans les Länder respectifs pour l'Union chrétienne-démocrate, tandis que les autres grands partis établissent une liste fédérale.

Contrairement à la France, les élections européennes en Allemagne ne se tiendront pas selon des circonscriptions. La répartition des sièges s'effectuera selon le type de liste utilisé par les partis.

L'Union chrétienne-démocrate – membre du groupe PPE au PE

Parmi les eurodéputés sortants, se représentent Rainer Wieland, Daniel Caspary, Andreas Schwab (Bade-Wurtemberg), Burkhard Balz et Godelieve Quisthoudt-Rowohl (Basse-Saxe), Markus Ferber, Angelika Niebler, Manfred Weber, Monika Hohlmeier, Albert Deß, Bernd Posselt, Martin Kastler (Bavière), Christian Ehler pour le Brandebourg, Werner Kuhn (Mecklenburg-Pomméranie occidentale), Herbert Reul, Elmar Brok, Renate Sommer, Peter Liese, Sabine Verheyen, Markus Pieper, Axel Voss (Rhénanie du Nord-Westfalie), Werner Langen,

Bergit Collin-Langen, (Rhénanie-Palatinat), (Sarre), Herrman Winkler, Peter Jahr, Thea Hälsig, (Saxe), ainsi que Reimer Böge (Schleswig-Holstein).

En Bavière, l'Union chrétienne-sociale (CSU) établit une liste avec ses propres candidats, alors que l'Union chrétienne-démocrate ne présente pas de liste. Le CSU est affilié au PPE au niveau européen.

Les listes de Berlin (déterminée le 21 février 2014), Hesse (8 février 2014) et Thuringe (18 février 2014) suivront prochainement.

▪ **Mention spéciale** : l'ancien Ministre-Président du Land Basse-Saxe **David McAllister** sera tête de liste du CDU en Basse-Saxe. Sa nomination formelle sera votée le 7 et 8 février au congrès exécutif du CDU.

<http://www.euractiv.fr/Elections2014Storify>

[http://www.cdu-csu-de/presse/bildmaterial/9472-david-mcallister-im-gespraech-mit-csu-csu-gruppe-im-europaeischen-parlament.html](http://www.cdu-csu.de/presse/bildmaterial/9472-david-mcallister-im-gespraech-mit-csu-csu-gruppe-im-europaeischen-parlament.html)

<http://www.cdu.de/partei/landesverbaende>

SPD

– membre du groupe S&D au PE

Le SPD a établi sa liste fédérale le 27 janvier lors du congrès des délégués à Berlin. Parmi les eurodéputés sortants se représentent Martin Schulz, Birgit Sippel, Udo Bullmann, Kerstin Westphal, Bernd Lange, Evelyne Gebhardt, Jens Geier, Jutta Steinruck, Ismail Ertug, Sylvia-Yvonne Kaufmann, Matthias Groote, Ulrike Rodust, Petra Kammerevert, Jo Leinen, Peter Simon, Knut Fleckenstein, Constanze Krehl et Norbert Neuser.

Lors du congrès, **Martin Schulz** a été élu candidat tête de liste avec 97 % des voix.

http://www.spd.de/114662/20140126_bundesliste_zur_europawahl.html

Bündnis90/Die Grünen (Verts) – membre du groupe Verts/ALE au PE

La liste fédérale sera établie lors du congrès fédéral du 7 au 9 février 2014.

<https://www.gruene.de/partei/termine.html>

FDP

– membre du groupe ADLE au PE

Parmi les eurodéputés sortants figurent sur la liste fédérale : Alexander Graf Lambsdorff, Michael Theurer, Gesine Meißner, Nadja Hirsch, Dr. Wolf Klinz, Britta Reimers et Alexandra Thein.

- **Mention spéciale** : une ressortissante française se présente pour le FDP aux élections européennes en Allemagne : **Cécile Bonnet**, membre du FDP en Mecklenburg-Poméranie Occidentale, figure en 8^e place de la liste fédérale.

<http://www.fdp.de/Europaparteitag/1835b675/index.html>

Die Linke – membre du groupe GUE/NGL au PE

Gabi Zimmer, Cornelia Ernst, Helmut Scholz, Sabine Lösing, Sabine Wils, eurodéputés sortants, se représentent sur la liste fédérale.

<http://www.tagesspiegel.de/politik/die-linke-gabi-zimmer-soll-den-europawahlkampf-anfuehren/9153028.html>

Autres partis

D'autres partis présentent également des listes fédérales.

C'est le cas notamment du **Parti des Pirates** et du parti régionaliste **Freie Wähler**. Ce dernier a fait un recours devant le Tribunal constitutionnel fédéral contre la loi électorale mettant en œuvre la clause de barrage de 3 %, dénonçant ainsi, selon les responsables du parti, le caractère peu démocratique des élections.

Les partis eurosceptiques **Parti national-démocrate (NPD)** (extrême droite) et **Alternative für Deutschland (AfD)** présentent également des listes. L'ancien président de l'association du patronat allemand BDI, Hans-Olaf Henkel, a rejoint les rangs de ce dernier. Ayant échoué de peu à entrer au parlement allemand lors des dernières élections fédérales, le parti recueille aujourd'hui environ 7 % des intentions de vote dans certains Länders, ce qui lui permettrait d'entrer au Parlement européen. Les listes du parti (liste par Länder) sont en cours d'établissement.

<http://www.euractiv.fr/print/eu-elections-2014/le-nouveau-parti-eurosceptique-a-news-533052>

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/un-ion-europeenne/20140109trib000808605/l-ex-patron-des-patrons-allemand-devient-tete-de-liste-des-eurosceptiques.html>

<http://www.sueddeutsche.de/politik/bundesparteitag-der-npd-udo-voigt-wird-spitzenkandidat-fuer-die-europawahl-1.1866138>

<http://www.presseportal.de/pm/108038/2575767/freie-waehler-klagen-gegen-3-huerde-bei-europawahl-aiwanger-europa-muss-demokratischer-werden>

Actualités européennes

LA LETTRE DU SGAE

© Secrétariat général
des affaires européennes, 2014.

Responsables de la publication :
SERGE GUILLON, ARNAUD MAGNIER.

Rédaction en chef du numéro :
JULIETTE CLAVIÈRE.

Comité de rédaction du numéro :
AGATHE FADIER, JOHANNES LEININGER.

N° ISSN : en cours.